

fédération
des services
publics

la
cgt

DU 3 AU 10 DÉCEMBRE 2026, ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DE LA FONCTION PUBLIQUE



**Des milliards pour la guerre et le privé,
des miettes pour les salaires et les services
publics, ça suffit. L'austerité pour les
agent-es, ça ne peut plus durer !**

Engagé-es pour la paix et la solidarité, mobilisé-es pour de nouveaux droits

Pas de fatalité à une crise organisée ! Chaque jour, dans chaque service, les agent-es et les salarié-es des services publics entendent la même chose : « restriction budgétaire », « faire mieux avec moins », « c'est la crise ». Or il n'y a pas de fatalité, des solutions existent pour que nos services publics, nos conditions de travail et de santé soient améliorés, et cela n'est qu'une question de choix.

En effet, quand l'État prévoit une loi de programmation militaire (LPM) portant le budget de la Défense à 449 milliards d'euros sur 2024-2030, soit 36 milliards de plus, et que dans le même temps, les collectivités subissent une chute de leurs recettes, la hausse de cotisations CNRACL et une coupe de **45 millions d'euros au CNFPT, c'est bien là une question de choix politique opéré par l'État et des employeurs locaux pour affaiblir ou détruire la fonction publique, notre bien commun, afin de la livrer à la marchandisation et au secteur lucratif.**

Cette orientation, aggravée sous Macron, explique pourquoi, depuis quinze ans, nos rému-

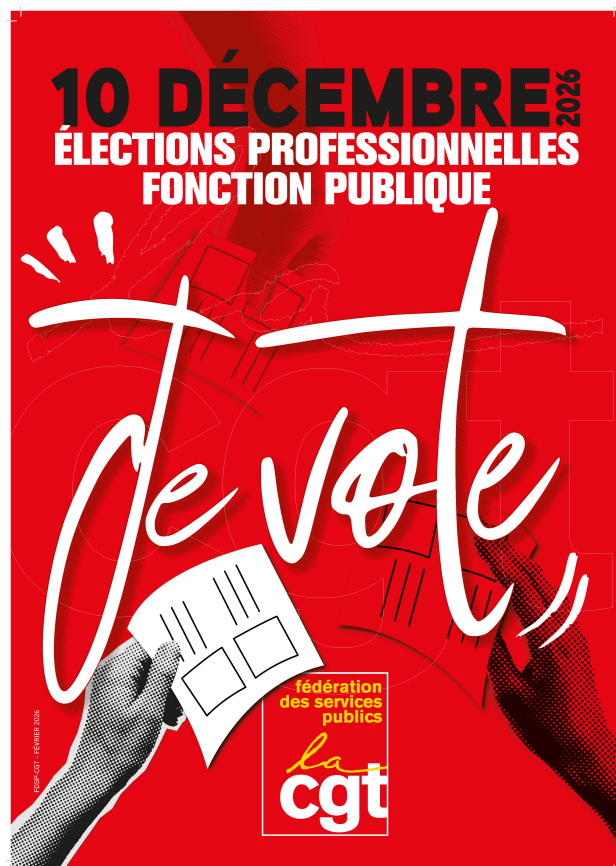
nérations décrochent. Les pseudo-revalorisations du point d'indice (+ 3,5 % en 2022, + 1,5 % en 2023) n'ont jamais rattrapé une inflation de 13,5 % sur 2022-2025, et maintenant, c'est le gel complet du PI en 2024 et 2025 ! Au 1^{er} janvier 2026, 356 000 agent-es se retrouvent sous le SMIC indiciaire, rattrapés seulement par une indemnité différentielle bricolée. Cinq ans sans progression en C1, trois ans en C2 : nos grilles sont au plancher, nos carrières bloquées !

Pour la CGT, ce n'est plus de la « rigueur », c'est un **transfert délibéré de richesses** : on assèche la masse salariale publique pour alimenter d'autres priorités budgétaires – LPM, cadeaux fiscaux, dispositifs France 2030. **À notre revendication de l'augmentation du point d'indice à 6,50 € et de la refonte des grilles, l'unique réponse est la « contrainte budgétaire ».** Or l'État prouve qu'il sait programmer des dizaines de milliards pour l'économie de guerre. Dans nos collectivités, l'absence des négociations salariales et les lignes directrices de gestion servent à accompagner cette austérité, qui frappe toujours les mêmes ! **Cette austérité détruit aussi la démocratie sociale.**

On ne défendra ni le statut, ni les services publics, ni la démocratie sociale sans rompre avec la logique d'austérité pour les services publics et les agent·es chargés de les mettre en œuvre pour répondre aux besoins des usager·es. Les milliards existent : ils doivent aller aux salaires et aux besoins (sociaux, culturels, en infrastructure...) de la population, pas à la marche à la guerre.

Face à cela, la CGT porte des exigences claires :

- Point d'indice à 6,50 €, indexé sur l'inflation, et refonte des grilles A, B, C pour garantir une progression de carrière réelle ; de telles augmentations seraient immédiatement profitables à l'ensemble de l'économie.
- La mise en place d'un contrôle par les instances représentatives du personnel des budgets des collectivités et la mise en place d'un droit de veto.
- Loi de finances rectificative 2026 pour financer ce rattrapage dès maintenant.
- Rétablissement de la GIPA, suppression du jour de carence, retour à 100 % en congé maladie ordinaire.



PAS DE DÉMOCRATIE SOCIALE SANS DES CONDITIONS DE RÉMUNÉRATION ET DE TRAVAIL À LA HAUTEUR !

DU 3 AU 10 DÉCEMBRE 2026, JE VOTE CGT!



Connaissez vos droits, lisez notre guide «Droits des agents» en scannant le QR code



Pour vous syndiquer en ligne, scannez le Flashcode!